



TRAVAIL DÉCENT : UNE ALLIANCE POUR L'AVENIR

Les partenariats public-privé de l'OIT et la coopération Sud-Sud et coopération triangulaire (CSST)

En plein essor, cette forme de partenariat qu'est la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire (CSST) joue un rôle de plus en plus important dans les partenariats public-privé de l'OIT. Les partenaires du Sud partageant des expériences similaires en matière de développement apportent un éclairage pertinent et utile en prenant part au développement de l'hémisphère sud. En 2005, le gouvernement du Brésil et l'OIT ont entamé une coopération horizontale systématique dans le domaine de la lutte contre le travail des enfants dans les pays africains de langue portugaise. Depuis lors, l'OIT a réaffirmé

la détermination de son rôle de pont entre les partenaires du développement de l'hémisphère sud. Ainsi, au milieu de l'année 2015, plusieurs projets CSST avaient déjà été conclus dans le cadre des partenariats public-privé en vigueur. Les domaines de coopération incluent la promotion de l'emploi, le développement des compétences, les entreprises durables, le VIH/sida, les organisations de travailleurs et le travail des enfants. L'objectif 17 du Programme de développement durable à l'horizon 2030 porte sur les partenariats mondiaux, y compris la coopération Sud-Sud, parmi ses principaux objectifs.

Qu'est-ce que la coopération Sud-Sud et coopération triangulaire ?

La coopération Sud-Sud et coopération triangulaire est un partenariat établi sur un pied d'égalité, qui implique un processus d'apprentissage et l'échange d'expertise, né des initiatives pour le développement mises en œuvre dans les pays du Sud. Les initiatives entreprises dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire peuvent prendre la forme de voyages d'études ou de plateformes pour le partage des connaissances, entre autres, dont le but est d'échanger des ressources et des technologies ou de faciliter le transfert de connaissances et d'expériences en vue de développer les compétences et les qualifications. Les démarches telles que le Forum de dialogue IBAS (Inde, Brésil, Afrique du Sud) favorisent les échanges horizontaux entre les pays de l'hémisphère sud.

Exemple des domaines d'intervention

Promotion de l'emploi des jeunes dans la Communauté des États indépendants (CEI) avec la coopération de PAO Lukoil Section emploi : le projet entend renforcer l'impact des politiques et des programmes consacrés à l'emploi des jeunes afin de soutenir la création d'un plus grand nombre d'emplois pour les jeunes et d'emplois de meilleure qualité grâce à la mise en place de plateformes régionales de partage des connaissances. L'élément de coopération triangulaire est constitué par le soutien apporté par l'entreprise privée russe et les autorités gouvernementales aux pays de la CEI.

Face à la crise galopante de l'emploi des jeunes dans la Communauté des États indépendants, la portée de la coopération technique financée par Lukoil et mise en œuvre par le BIT dépasse le cadre de la formation d'individus et s'attaque directement à la racine du problème qu'est l'emploi des jeunes, par le biais de l'action menée aux niveaux régional, national et local. La CSST comprend le partage d'informations entre ces pays et la mise en place d'un réseau de coopération dans ce domaine.

Renforcement des capacités pour le respect social des investissements dans l'agriculture : le partenariat mis en place avec le Fonds d'investissement africain pour l'agriculture et le commerce (AATIF) entend développer une méthodologie d'évaluation des risques socié-

taux et environnementaux liés aux investissements dans le domaine agricole en Afrique, afin de relever le potentiel agricole de l'Afrique au profit des populations pauvres. Cette approche inclut la coopération Sud-Sud et triangulaire car elle vise le renforcement des liens entre les pays africains et les institutions dans le domaine des investissements agricoles, tout en encourageant les réseaux régionaux et sous régionaux. Le projet a collaboré avec succès avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Ensemble, ils ont revus les directives de sauvegarde environnementale et sociale de l'AATIF, développé une méthodologie et procédé à l'évaluation de neuf projets, travaillé sur le matériel de relations publiques de l'AATIF, développé un cadre d'étude d'évaluation de l'impact, apporté une assistance technique spécialisée aux institutions partenaires en les aidant à améliorer leurs systèmes de gestion sociale et environnementale et ils ont amélioré la visibilité du projet grâce au développement d'une page internet relative à l'OIT.

Renforcement des organisations de travailleurs grâce à la coopération Sud-Sud : le partenariat entre la Fédération syndicale de Chine, All-China Federation of Trade Unions (ACFTU), et le BIT a débouché sur la signature d'un PPP de coopération Sud-Sud et triangulaire destiné à renforcer la capacité technique des dirigeants



syndicaux et des activités de la région Asie-Pacifique en vue de développer des politiques et stratégies syndicales efficaces pour protéger et promouvoir les droits fondamentaux des membres. Le projet entend, en particulier, renforcer les compétences des syndicats pour négocier et faire aboutir les conventions collectives, pour participer à l'effort de développement national et renforcer d'autres compétences, facilitant ainsi la communication entre l'ACFTU et les organisations syndicales situées hors de Chine, l'objectif étant de promouvoir le partage d'informations et d'expériences dans des domaines précis. Le résultat est un renforcement de la coopération entre les syndicats de la région et une meilleure compréhension de ce qu'est la création et la structure d'un syndicat. Cela permet également d'améliorer les compétences et les capacités en matière de communication au sein de chaque syndicat et entre eux.

Un exemple d'engagement prometteur avec le secteur public/privé dans la CSST*1: le Service national d'apprentissage industriel (SENAI), un des principaux acteurs de la coopération Sud-Sud au Brésil, a été reconnu à l'échelle internationale comme un modèle de formation professionnelle dans le domaine technique et de la formation en Amérique latine. La coopération avec le BIT passe essentiellement par le Centre interaméricain pour le développement des connaissances et de la formation professionnelle (BIT/Cinterfor) et le département des compétences. Cette institution forme 3 millions de professionnels par an et gère un réseau de 817 unités opérationnelles mobiles et fixes. Depuis sa création, 58 millions d'étudiants y sont passés.

Grâce à la coopération Sud-Sud et triangulaire, BIT/Cinterfor encourage la construction d'un édifice de connaissances collectif, le partage des ressources technologiques et le renforcement des capacités existantes dans les pays. Un réseau d'aide technique a pu ainsi être

créé auquel participent de très nombreuses institutions dans un esprit de solidarité, de diffusion d'information et de coopération au processus d'intégration régionale en Amérique latine et dans les Caraïbes. BIT/Cinterfor a des visées mondiales, régionales, sous régionales, nationales et locales avec l'identification des capacités existantes, la promotion du partage technique, le développement de l'aide, l'information de qualité, la promotion de l'assistance technique, les opportunités en matière de recherche, la formation et l'aide aux politiques publiques.

Tournés vers l'avenir

Les exemples suivants illustrent les domaines d'intervention possibles avec le secteur privé par le biais de la CSST.

La coopération triangulaire pour le développement des compétences et de la formation professionnelle est l'un des domaines les plus prometteurs de la coopération Sud-Sud et triangulaire. De très nombreux exemples en attestent.

Parmi eux, l'un des plus récents est le partenariat qui regroupe le SENAI, l'Institut péruvien de formation professionnelle (SANATI) et l'Agence allemande de coopération (GIZ), soutenus par l'Agence de coopération brésilienne (ABC) et l'Agence péruvienne pour la coopération internationale (APCI). Le BIT procède actuellement à l'analyse du modèle d'intervention appliqué dans le cadre de ces dispositions triangulaires car il peut être facilement reproduit et qu'il repose sur un solide partenariat entre les instituts de formation professionnelle intervenant à plusieurs réseaux dans leurs régions et en-dehors de celles-ci.

L'entreprenariat vert est également un domaine où la coopération Sud-Sud et triangulaire ne cesse de se développer. À titre d'exemple, l'étude *Compétences pour des emplois verts: Égypte* (2012), insérée dans un projet de



recherche mondiale dans le cadre de l'initiative pour les emplois verts de l'OIT, crée un dialogue inclusif dans la communauté pour montrer les avantages que représentent les entreprises vertes, en soulignant que le gouvernement pourrait jouer un rôle de facilitateur en soutenant les projets verts. Le projet démontre le potentiel que revêt la création d'emplois verts dans des entreprises rentables et qui fonctionnent, car il permet en retour de s'attaquer aux problèmes chroniques les plus urgents de l'Égypte. Il se révèle également pertinent pour d'autres pays de la région qui cherchent à intégrer les politiques vertes tout en créant des centres de savoirs et en recueillant du matériel de recherche pour renforcer la gouvernance publique et le processus de prise de décision. Des discussions sont en cours pour reproduire l'étude consacrée aux exemples de réussite ainsi que l'étude sur la portée de l'économie verte dans d'autres pays de la région arabe par le biais de la CSST. Les exemples de réussite pourront être utilisés comme moyen de pression qui attestent de la réussite des initiatives liées à l'économie verte auprès des institutions gouvernementales et des bailleurs de fonds tels que les banques, en vue d'obtenir les moyens financiers nécessaires pour que les jeunes puissent lancer leurs propres entreprises vertes.

L'emploi des jeunes est sans doute le plus gros défi de la CSST. L'Agence espagnole de coopération (AECID) et le BIT, en collaboration avec l'Organisation internationale des employeurs (OIE), le Réseau mondial d'apprentissage (GAN) et les mandats que sont le Maroc, la Tunisie, la Colombie et le Mexique ont lancé une initiative de coopération triangulaire destinée à renforcer le travail décent pour les jeunes par le biais d'expériences concrètes en milieu professionnel. L'objectif final est de créer des opportunités d'emplois pour les jeunes, par le biais des PPP, afin de leur donner une expérience professionnelle et d'améliorer leur employabilité.

Collège Barefoot: habilitation des femmes grâce aux travaux d'électrification sociale des villages situés en zones rurales: Le Collège Barefoot (Inde) a adopté une approche innovante dans les politiques d'autonomisation des femmes. Tous les ans, il forme près de 100 grands-mères indiennes et 80 grands-mères provenant de villages d'autres pays de l'hémisphère sud. Pendant six mois, ces grands-mères suivent une formation complète en génie solaire dans le campus du Collège Barefoot en Inde, où elles apprennent à allumer des unités solaires domestiques et des lampes solaires et à recharger les unités de contrôle. Cette expérience de l'Inde a éveillé l'intérêt des pays arabes. Cette initiative pourrait donc servir de point de départ et être mise en œuvre dans d'autres pays au contexte culturel et linguistique similaire. La durée de la formation serait ainsi réduite, tandis que les manuels seraient fournis dans la langue du pays. Le Collège Barefoot dispose de branches en Asie, en Afrique et sur le continent américain. Le partage de cette technologie développée en Inde avec d'autres pays de l'hémisphère sud est un exemple emblématique du principe de la coopération Sud-Sud et triangulaire.



LA MONDIALISATION DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (ESS) GRÂCE À LA COOPÉRATION SUD-SUD ET TRIANGULAIRE (CSST)

La CSST se révèle être un moteur de développement pour l'économie sociale et solidaire. Le commerce équitable et l'agriculture soutenue par la communauté (ASC) favorisent la mondialisation de l'économie sociale et solidaire en mettant les entreprises communautaires et solidaires des pays en développement en relation avec les acheteurs de produits biologiques et de commerce équitable des pays développés. Les initiatives de l'ESS se multiplient en Asie et sont de plus en plus nombreuses en Amérique latine et en Afrique. Le transfert de connaissances, d'expérience et de technologie entre partenaires de l'économie sociale et solidaire est à l'origine de cet intérêt partagé à l'égard de cette entreprise commune.

Le Conseil économique et solidaire asiatique (ASEC) en est l'illustration. L'ASEC a ren-

forcé ses compétences pour organiser des discussions au fil des années. Le résultat des CSST lancées par l'ASEC et ses points focaux nationaux sont les suivants: un recueil des études menées sur les pratiques de l'économie sociale et solidaire dans les pays d'Asie, actuellement utilisé comme référence pour la recherche, la formation et les débats, et des visites d'échange des organisations partenaires de l'ASEC, le RIPESS (Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale et solidaire) et d'autres organisations internationales.

Le BIT peut mettre son avantage stratégique à profit, celui d'être une institution tripartite unique en son genre qui regroupe les représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs, pour élargir la portée et l'impact des programmes et politiques publiques, moyennant l'adoption d'une approche simultanée « du haut vers le bas » et « du bas vers le haut » et intégrée à son Agenda du travail décent.



**Département
des partenariats et de
l'appui aux programmes
extérieurs (PARDEV)**

Organisation
internationale du Travail
4, Route des Morillons
CH-1211 Genève 22
Suisse

Tél: +41 22 799 73 09
Fax: +41 22 799 66 68
E-mail: ppp@ilo.org
www.ilo.org/ppp

